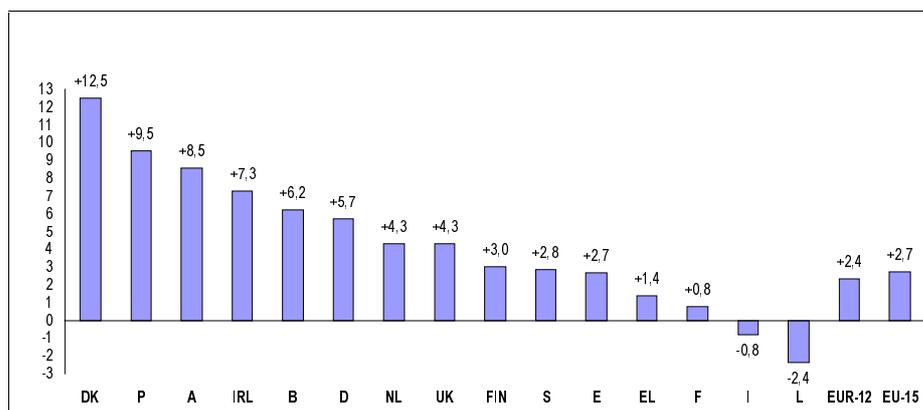


Augmentation du revenu agricole de l'UE-15 en 2001: +2,7% en termes réels

Ulrich EIDMANN

Selon les résultats provisoires des CEA pour l'année 2001, établis et transmis à EUROSTAT par les États membres jusqu'à fin novembre / début décembre 2001, on estime que le revenu tiré de l'activité agricole par équivalent temps plein - et mesuré par l'indicateur A ⁽¹⁾ devrait avoir augmenté, en 2001, de 2,7% pour l'ensemble de l'Union européenne (UE-15). Du fait de cette hausse, l'indice du revenu moyen de l'activité agricole serait de 106,6 par rapport à 1995. On estime que l'indice de l'indicateur A augmente de 2,4% pour les membres de la zone euro (EUR-12) en 2001 ; il se trouve donc à un niveau de 111,8 (1995 = 100).



Graphique 1 : Revenu de l'activité agricole (indicateur A) dans l'Union européenne en 2001 (variations en %)

L'indicateur A progresse dans treize États membres (voir graphique ci-dessus), les taux les plus forts étant observés au Danemark (+12,5%), au Portugal (+9,5%), en Autriche (+8,5%) et en Irlande (+7,3%). Toutefois, la Belgique (+6,2%) et l'Allemagne (+5,7%) enregistrent également des augmentations de revenu notables. Les seuls pays dans lesquels les revenus agricoles sont inférieurs au niveau de 2000 sont l'Italie (-0,8%) et le Luxembourg (-2,4%).

D'après les estimations des États membres, le revenu réel des facteurs agricoles, qui est la base de l'indicateur A, est légèrement supérieur au niveau de 2000 (+1,1%). Toutefois, l'augmentation du niveau de l'indicateur A pour UE-15 en 2001 est également due à la réduction continue du volume de la main-d'œuvre agricole (-1,6%, l'un des taux les plus faibles comparé à ceux des années précédentes).

⁽¹⁾ L'indicateur A mesure la variation du revenu réel (c'est-à-dire déflaté) des facteurs dans l'agriculture (correspondant à la valeur ajoutée nette au coût des facteurs) par rapport à la variation du volume de la main-d'œuvre totale (en unités de travail annuel). Voir notes méthodologiques à la fin du présent Statistiques en bref, pour de plus amples informations.

Statistiques en bref

AGRICULTURE ET PECHE

THEME 5 – 25/2001

Contenu

Résumé des principaux facteurs ayant déterminé l'évolution du revenu en 2001 ..2

Les résultats de 2001 dans une perspective à moyen terme.....2

Légère augmentation de la production globale en dépit d'évolutions opposées des productions animale et végétale3

Évolution des autres éléments du calcul du revenu agricole....5



Résumé des principaux facteurs ayant déterminé l'évolution du revenu en 2001

Les principaux agrégats générant le revenu des facteurs évoluent comme suit (les chiffres concernent l'UE-15). (NB: *sauf indication contraire, la présente analyse se réfère aux valeurs de la production aux prix de base et aux prix du producteur. Le prix de base est défini comme le prix perçu par le producteur, déduction faite de tout impôt sur les produits mais y compris toute subvention sur les produits ; voir également note de bas de page 5*):

- **La valeur réelle de la production agricole est légèrement supérieure à celle de l'année précédente (+0,2%).** L'augmentation des valeurs réelles de production des animaux (+2,4%) et des produits animaux (+3,7%) compense ainsi la baisse de la valeur de la production végétale (-1,8% en termes réels, en raison essentiellement d'une diminution des volumes de production (-7,5%) des **céréales** et des volumes (-5,9%) et des prix (-3,5%) dans le secteur de la production du **vin**). L'augmentation de la valeur moyenne de la production animale - en dépit de la chute considérable des valeurs de production du **bétail** (prix réels: -13,2%) et des **ovins et caprins** (volume de production en baisse de -5,2%) - résulte d'une nouvelle hausse marquée des prix réels du producteur de **porcins** (+16,4% en termes réels). La progression des prix réels du **lait** (+4,0%) est le principal facteur à l'origine du redressement de la

valeur de production des produits animaux).

- **Les coûts des biens et services des consommations intermédiaires sont légèrement supérieurs à ceux de l'année précédente (+0,2% en termes réels).** Les prix réels moyens des consommations intermédiaires sont de 1,2% supérieurs à ceux de l'année 2000, en raison surtout d'une hausse des prix des **aliments des animaux** et des **engrais** (+2,2% et +10,3% respectivement, en termes réels). Le volume moyen de l'utilisation des inputs a baissé de 1,0%, ce qui traduit essentiellement une réduction de l'utilisation **d'engrais** et de **pesticides** (-6,3% et -5,8% respectivement).
- **Les amortissements ont légèrement augmenté en termes réels (+0,2%) et les "autres impôts sur la production" sont un peu tombés en dessous du niveau de 2000 (-0,8%).** Toutefois, les "autres subventions sur la production" ont considérablement progressé (+9,7% en termes réels). Cette augmentation résulte essentiellement d'une hausse des (autres) subventions sur la production au **Royaume-Uni**, en **Espagne**, en **Irlande**, en **France** et aux **Pays-Bas** (DK, EL, I, L, A, P, S enregistrent également des augmentations mais elles ont moins d'impact sur le chiffre global d'UE-15).

Les résultats de 2001 dans une perspective à moyen terme

Comme le montre le tableau 1, des séries chronologiques longues CEA sont maintenant disponibles pour la quasi-totalité des États membres. Cela permet de placer les évolutions les plus récentes du revenu, c'est-à-dire celles de 2001, dans une perspective à moyen terme. L'indice du revenu réel des facteurs agricoles par unité de travail annuel (indicateur A) se base sur les données de 1995 = 100 ⁽²⁾.

On peut, approximativement, classer les États membres en deux groupes principaux. Le premier comprend les pays dont le revenu réel moyen de l'activité agricole en 2001 est **supérieur au niveau de 1995**. Il s'agit de l'**Allemagne** et de l'**Espagne** (où le niveau de l'indice du revenu agricole atteint en 2001 est de plus de 20 points supérieur à celui de 1995), ainsi que du **Portugal**, de l'**Italie**, de la **Suède**,

de la **Belgique**, de la **Finlande** et de la **France**. Il convient de noter qu'en dépit de fortes augmentations en 2001, l'indice de l'indicateur A au **Danemark** se trouve plus au moins au niveau de 1995.

Dans le deuxième groupe, on trouve les pays dont le revenu réel moyen de l'activité agricole en 2001 est **inférieur au niveau enregistré en 1995**: **Irlande**, **Grèce**, **Luxembourg**, **Autriche**, **Pays-Bas** et, en particulier, le **Royaume-Uni**. Depuis le milieu des années 90, l'évolution du revenu agricole au Royaume-Uni diffère de celle observée dans tout autre État membre de l'Union européenne. En 1995, l'indicateur A a atteint le niveau le plus élevé de toute la période. Toutefois, de fortes chutes au cours de la seconde moitié des années 90 et en 2000 (l'ESB, mais également le renforcement relatif de la valeur de la livre par rapport à l'euro en sont les raisons principales) ont amené l'indicateur A à son plus bas niveau depuis l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté européenne en 1973. En 2001, l'indice de l'indicateur A reste donc encore à plus de 40 points en dessous de son niveau correspondant de 1995, en dépit de l'augmentation la plus récente.

Selon les calculs effectués pour l'**UE-15 dans son ensemble**, le niveau de l'indice de l'indicateur A devrait, en 2001, atteindre un niveau de 106,6 (1995 = 100), après les hausses de 3,7% en 2000 et de 2,7% en 2001.

⁽²⁾ Habituellement, la moyenne des années 1994, 1995 et 1996 (c'est-à-dire "1995") est choisie comme référence 100, mais l'absence de données de la Grèce pour 1994 rend, pour l'instant, ce type de calcul toujours impossible. Pour analyser les évolutions avant et depuis 1995, il faut donc veiller à déterminer si les estimations du revenu pour un État membre donné étaient particulièrement élevées ou faibles pour 1995. Il est donc nécessaire de souligner que les chiffres du tableau 1 ne peuvent être utilisés pour comparer les niveaux de revenu entre les États membres, mais seulement pour comparer les variations du revenu moyen, mesuré par l'indicateur A, par rapport au niveau de cet indicateur en 1995.

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 (%)
B	116,9	116,8	113,6	109,9	111,7	100,0	109,7	113,9	107,7	92,4	103,1	+6,2
DK	84,9	82,0	72,5	74,4	83,9	100,0	99,7	96,6	76,4	73,8	89,1	+12,5
D	:	91,6	95,8	90,7	94,3	100,0	110,9	116,1	105,9	96,5	121,9	+5,7
EL	:	:	:	:	:	100,0	95,2	95,5	95,0	96,7	95,0	+1,4
E	102,1	100,6	87,3	90,0	100,4	100,0	112,3	113,5	110,8	107,7	119,6	+2,7
F	87,9	77,3	83,9	83,4	94,4	100,0	100,2	103,5	108,0	105,7	105,8	+0,8
IRL	77,1	77,4	86,1	87,6	89,0	100,0	100,6	97,8	93,9	86,6	91,2	+7,3
I	78,2	83,6	83,0	85,3	91,1	100,0	105,7	108,3	108,5	118,1	113,5	-0,8
L	94,4	87,8	88,2	91,1	87,1	100,0	103,6	95,7	104,5	94,5	96,2	-2,4
NL	115,2	112,1	103,4	86,1	96,7	100,0	97,0	104,8	94,1	82,9	80,2	+4,3
A	95,6	93,0	88,8	78,2	87,0	100,0	91,9	85,2	81,6	77,4	79,7	+8,5
P	94,6	93,8	70,1	67,9	91,1	100,0	109,6	104,6	103,1	117,7	106,8	+9,5
FIN	99,8	91,6	81,0	81,4	87,6	100,0	82,6	82,2	74,0	81,2	103,5	+3,0
S	105,7	89,2	79,9	85,2	84,5	100,0	92,1	98,1	107,8	97,9	107,5	+2,8
UK	67,7	66,3	71,8	85,3	90,0	100,0	95,0	74,4	64,4	63,9	56,0	+4,3
EU-15	:	:	:	:	:	100,0	103,3	104,0	101,3	100,1	103,8	+2,7
EUR-12	:	:	:	:	:	100,0	104,3	107,3	105,8	104,6	109,2	+2,4

Tableau 1: Indices de l'indicateur A du revenu de l'activité agricole dans l'Union européenne (1995 = 100)

Légère augmentation de la production globale, évolutions opposées des productions animale et végétale

Évolutions globales

La valeur réelle de la **production de la branche d'activité agricole** a quelque peu progressé en 2001 (+0,2%). Cela résulte d'évolutions opposées des productions animale et végétale ⁽³⁾.

Dans le secteur de la **production animale**, les valeurs réelles de la production (aux prix de base) des animaux et des produits animaux devraient avoir enregistré un accroissement (+2,4% et +3,7% respectivement) de sorte que la valeur globale de la production animale a progressé, en 2001, de 2,9% en termes réels. Cette augmentation résulte d'un léger relèvement du volume de la production animale dans son ensemble (+0,2%) et d'une hausse des prix réels du producteur de 2,8%. Les subventions nettes sur les produits se sont accrues de 0,7%. Il convient malgré tout de noter qu'en dépit de résultats globaux positifs, les évolutions sont très différentes lorsqu'on les observe produit par produit.

Dans le secteur de la **production végétale**, les volumes de production sont, en moyenne, de 3,2% inférieurs à ceux de 2000. Cela n'est qu'en partie compensé par des prix réels du producteur en hausse (+1,2%). La valeur réelle des subventions sur les produits (nettes d'impôts) est un peu inférieure au niveau de 2000. Le résultat de ces évolutions est que la valeur de la production végétale (aux prix de base) a baissé de 1,8% en 2001 pour UE-15.

⁽³⁾ La valeur d'output combinée des **services agricoles** (valeur réelle d'output -1,8%, en 2001) et des **activités non agricoles (non séparables)**, par exemple l'agro-tourisme et la transformation de produits agricoles bruts par les agriculteurs (valeur réelle d'output +1,5%, en 2001) ne représentait que 5% de la valeur globale de la production (aux prix de base) en 2000; son impact sur les résultats globaux n'est donc que limité.

Une étude plus précise des productions animale et végétale

L'amélioration de la valeur moyenne de production des animaux résulte essentiellement d'une nouvelle hausse marquée du prix des **porcins**. Face à une demande toujours forte de viande porcine de la part des consommateurs (alors que les volumes de production ne s'accroissent que très lentement: +0,2% en 2001), les prix réels du producteur de porcins sont remontés dans tous les États membres (entre 9,8% et 22,1% dans les principaux pays producteurs: D, E, F, DK, I, NL) et, en moyenne, de 16,4% dans l'UE-15, ce qui donne une augmentation de la valeur de la production porcine de 16,6%. Les prix réels du producteur se sont également redressés dans le secteur de la production de la **volaille** (+2,7%); simultanément on a noté une croissance des volumes de production (+3,6%), la valeur de la production étant de 6,4% supérieure, en termes réels, à celle de 2000.

La production **bovine** est, une fois encore, fortement touchée par les conséquences de la crise de l'ESB dans la plupart des États membres mais, en 2001 également, par l'épidémie de fièvre aphteuse (FA) au Royaume-Uni surtout ⁽⁴⁾. Une faible demande de la part des consommateurs, en particulier au début de 2001, s'est traduite par une baisse des prix réels du producteur dans la plupart des États membres, soit -13,2% en moyenne pour l'UE-15. En même temps, le volume de la production bovine a diminué de 1,5%. Le niveau des subventions (nettes) sur les produits progresse dans la plupart des États membres (UE-15: +9,8% en termes

⁽⁴⁾ Pour de plus amples détails sur l'enregistrement des pertes dues à la fièvre aphteuse au Royaume-Uni en 2001, voir les notes méthodologiques.

réels). La valeur réelle de la production bovine (aux prix de base) chute néanmoins de 10,2%.

Le Royaume-Uni est le principal pays producteur **d'ovins** dans l'UE-15 (devant E, EL et F). L'épidémie de FA, surtout au Royaume-Uni, a donc des conséquences très importantes sur le résultat global de l'UE (en dépit de la méthode spécifique d'enregistrement qui doit être appliquée aux pertes exceptionnelles, voir notes méthodologiques): le volume de la production ovine et caprine de l'UE-15 est en baisse de 5,2% par rapport à 2000 (UK: -21,9%). Les prix réels du producteur des ovins et des caprins ont également fléchi au Royaume-Uni mais d'importantes progressions dans la plupart des autres États membres entraînent un accroissement global de 8,0% pour l'UE-15; ainsi, la production ovine et caprine réelle aux prix du producteur est de 2,5% supérieure au niveau de 2000. Les subventions nettes sur les produits ont néanmoins fortement chuté dans tous les États membres (UE-15: -33,0%), de sorte que la production réelle, mesurée aux prix de base, est inférieure de 7,2% à son niveau de 2000.

D'après sa part supérieure à 13% dans la production globale de l'agriculture (en 2000), le **lait** est le produit le plus important dans l'UE-15. L'augmentation des prix réels du producteur du lait, en 2001, de +4,0% a donc des conséquences importantes pour l'évolution des résultats globaux de la production animale et du revenu. Les volumes de production étant restés plus ou moins stables par rapport à 2000, la production du lait progresse, en 2001, de 4,5%.

Les **céréales** sont le deuxième (groupe) produit le plus important de l'agriculture de l'UE-15 (d'après leur part dans la production de l'année 2000). Après la récolte record de l'année précédente, la production céréalière devrait toutefois avoir diminué de 7,5% en volume, en 2001. On observe certaines différences entre les divers types de céréales et entre les États membres, mais dans l'ensemble, la superficie cultivée en céréales et les rendements par hectare ont reculé, en raison surtout de conditions météorologiques défavorables. Conformément à l'agenda 2000, on note une nouvelle diminution des prix d'intervention (même si les prix réels du producteur augmentent de +0,4%) qui a été compensée par un relèvement simultané des versements directs pour les céréales (hausse de 2,0% des subventions sur les produits). La valeur de la production céréalière a chuté de 4,2%.

En ce qui concerne la production de **vin**, d'importantes réductions des volumes de production et des prix réels à la production (-5,9% et -3,5% respectivement) entraînent un fléchissement de la valeur de la production de vin de 9,2% en termes réels. Les volumes de production sont également en baisse pour les **pommes de terre** et pour les **fruits** (-8,0% et -2,5% respectivement); les prix réels du producteur ont toutefois progressé de 26,3% (pommes de terre) et de 7,8% (fruits), ce qui permet d'observer, dans les deux cas, un relèvement considérable des valeurs de production (+16,0% et +4,8% respectivement).

	VOLUME	PRIX PRODUCTEUR (réel)	VALEUR (réelle, aux prix du producteur)	VALEUR (réelle, aux prix de base)	% de la production globale de l'UE-15 (en 2000)	Principaux pays producteurs (% de la production de l'UE-15 en 2000)
Céréales	-7,5	+0,4	-7,1	-4,2	13,0%	F (27%) D (21%) I (12%)
Oléagineux	-3,0	+17,8	+14,3	-4,5	1,8%	F (38%) D (26%) I (11%)
Légumes frais	-1,1	-0,8	-1,9	-1,6	7,3%	I (24%) E (21%) F (15%)
Pommes de terre	-8,0	+26,3	+16,2	+16,0	2,2%	D (23%) F (19%) UK (12%)
Fruits	-2,5	+7,8	+5,0	+4,8	5,7%	E (30%) I (28%) F (15%)
Vin	-5,9	-3,5	-9,2	-9,2	5,4%	F (53%) I (26%) E (8%)
PRODUCTION VÉGÉTALE	-3,2	+1,2	-2,1	-1,8	53,4%	F (24%) I (18%) D (15%)
Bovins	-1,5	-13,2	-14,5	-10,2	9,9%	F (28%) D (14%) UK (13%)
Porcins	+0,2	+16,4	+16,7	+16,6	8,5%	D (21%) E (15%) F (13%)
Ovins et caprins	-5,2	+8,0	+2,5	-7,2	2,1%	UK (28%) E (26%) EL (13%)
Volailles	+3,6	+2,7	+6,4	+6,4	4,1%	F (27%) UK (19%) I (16%)
Lait	+0,2	+4,0	+4,2	+4,5	13,6%	D (22%) F (20%) I (11%)
PRODUCTION ANIMALE	+0,2	+2,8	+3,0	+2,9	41,6%	F (21%) D (17%) I (12%)

Tableau 2: Évolutions des principales productions végétales et animales de l'Union européenne en 2001 (variations en %)

Évolution des autres éléments du calcul du revenu agricole

Valeurs en termes réels (déflatés)	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	EUR-12	EU-15
Production de la branche d'activité agricole	+2.3	+3.9	+1.3	-1.8	+0.4	-0.0	-4.2	+0.4	-2.7	-1.0	+0.9	+1.9	-2.9	+0.7	-1.3	+0.2	+0.2
Production végétale	+4.6	-2.4	-2.1	-3.4	-5.5	-1.3	-2.1	-1.4	-8.0	+1.5	+0.6	+2.9	-7.3	-1.9	-1.6	-1.9	-1.8
Animaux	+0.5	+14.1	+4.1	+3.5	+11.6	+1.7	-8.6	+6.2	-4.2	-6.6	+0.2	+1.5	+7.8	+9.8	-8.1	+3.2	+2.4
Produits animaux	+1.2	-2.9	+7.1	+0.9	+8.6	+2.1	+1.9	-1.4	+3.4	+0.5	+3.9	-0.9	-2.3	-2.7	+12.8	+3.0	+3.7
- Consommations intermédiaires	+2.1	+2.1	-0.6	-1.5	+0.4	+0.8	-1.0	+1.1	-2.4	-0.9	-0.7	-0.2	-5.2	+2.9	-0.1	+0.0	+0.2
= Valeur ajoutée brute aux prix de base	+2.7	+6.2	+3.9	-2.0	+0.4	-0.8	-7.9	+0.1	-3.0	-1.0	+2.8	+4.2	+1.8	-3.8	-2.8	+0.3	+0.2
- Consommation de capital fixe	-1.1	-2.9	-0.9	-1.6	+5.8	+2.2	-2.5	+0.5	+0.0	-1.1	-1.5	+0.3	-2.1	-2.6	-2.9	+0.7	+0.2
- Autres impôts sur la production	-2.1	+6.9	+0.2	-2.4	-0.3	-0.1	+57.9	-1.9	-2.9	-1.2	-2.0	+1.4	:	:	-13.0	-0.5	-0.8
+ Autres subventions sur la production	-2.1	+1.0	-14.0	+10.2	+22.2	+12.1	+47.9	+3.4	+0.3	+79.5	+4.0	+19.4	-2.8	+6.5	+65.1	+6.7	+9.7
= Revenu des facteurs (1)	+3.6	+9.1	+4.3	-1.5	+0.9	-1.1	+0.1	+0.2	-3.7	+0.8	+6.7	+7.3	-0.1	-1.3	+2.5	+0.8	+1.1
Volume de la main d'oeuvre agricole (2)	-2.4	-3.0	-1.3	-2.9	-1.8	-1.8	-6.7	+1.0	-1.4	-3.4	-1.7	-2.0	-3.0	-4.0	-1.8	-1.5	-1.6
Indicateur A (1)/(2)	+6.2	+12.5	+5.7	+1.4	+2.7	+0.8	+7.3	-0.8	-2.4	+4.3	+8.5	+9.5	+3.0	+2.8	+4.3	+2.4	+2.7
Indicateur A, indices en 2001 (1995 = 100)	109.5	100.2	128.8	96.4	122.8	106.6	97.8	112.6	93.9	83.7	86.5	117.0	106.6	110.5	58.4	111.8	106.6

Tableau 3: Principales composantes du revenu de l'activité agricole dans l'Union européenne en 2001 (variations en %)

Les coûts des consommations intermédiaires n'ont que légèrement varié

La plupart des postes des consommations intermédiaires n'ont que très peu changé en prix réels, en 2001. Parmi ceux dont les variations de prix sont un peu plus importantes, en 2001, l'**énergie** (après la forte remontée des prix en 2000) et les **pesticides** enregistrent des diminutions de prix de 2,0% et 2,1% respectivement (en termes réels); le fait que le prix réel moyen des biens et services de consommation intermédiaire soit, en 2001, de 1,2% supérieur à celui de l'année précédente résulte principalement d'un accroissement des prix des **aliments des animaux** (+2,2%) et des **engrais** (+10,3%).

En même temps, le volume moyen de l'utilisation des inputs reste inférieur au niveau de 2000 (-1,0%). Cela reflète essentiellement les réductions d'utilisation **d'engrais** et de **pesticides** (-6,3% et -5,8% respectivement) mais également une baisse des volumes **d'énergie**, de **semences**, de **services agricoles** et **d'aliments des animaux**.

Dans l'ensemble, la valeur réelle des consommations intermédiaires n'est que très légèrement (+0,2%) supérieure au niveau de 2000.

La valeur ajoutée se situe un peu au dessus de son niveau de 2000

Étant donné que la production globale ainsi que la valeur des consommations intermédiaires sont un peu supérieures au niveau de 2000, la **valeur ajoutée brute réelle aux prix de base**, pour l'UE-15, dépasse de 0,2% le niveau de l'année précédente. Dans les États membres, les variations de la valeur ajoutée brute sont, toutefois, plus marquées: huit États membres (B, DK, D, E, I, A, P, FIN) enregistrent des progressions allant

jusqu'à 6,2% (**Danemark**, suivi du **Portugal**: +4,2% et de l'**Allemagne**: +3,9%). La valeur ajoutée brute baisse (le plus fortement en **Irlande**: -7,9%) dans sept États membres (EL, F, IRL, L, NL, S, UK).

En moyenne de l'UE-15, la consommation de capital fixe (c'est-à-dire les **amortissements**) progresse légèrement en termes réels (+0,2%) en 2001. La **valeur ajoutée nette aux prix de base** dans l'UE-15 reste plus ou moins inchangé par rapport à 2000 (+0,1%).

Les "autres subventions sur la production" se sont considérablement renforcées

Les "**autres impôts sur la production**" n'ont qu'une importance mineure dans l'UE-15. En 2000, leur part dans la valeur ajoutée nette aux prix de base n'était que très légèrement supérieure à 3% (pour UE-15) et la réduction de la valeur réelle de ces impôts (-0,8% en 2001) n'a donc que de faibles conséquences pour l'évolution des revenus agricoles. Les "**autres subventions sur la production**" sont, en revanche, près de trois fois plus importantes en valeur; leur part dans la valeur ajoutée nette de l'UE-15 atteint presque 10% en 2000 et on note une augmentation de ces subventions de 9,7% ⁽⁵⁾. Cette hausse est essentielle-

⁽⁵⁾ Dans ce contexte, il est bon de signaler que d'après la méthodologie des CEA 97, la production est évaluée aux prix de base. Le prix de base comprend toutes les subventions sur les produits et exclut l'ensemble des impôts sur les produits. C'est pourquoi, seule une partie des subventions et des impôts est enregistrée sous "autres subventions (respectivement impôts) sur la production". L'étude du total des subventions et des impôts (subventions sur les produits plus autres subventions sur les produits, idem pour les impôts) montre que le niveau des subventions augmente de 2,6% en termes réels, en 2001, par rapport à 2000 et que le niveau des impôts baisse de 2,4%. L'augmentation des subventions nettes (subventions totales nettes des impôts totaux)

ment due à une remontée des "autres subventions sur la production" au **Royaume-Uni**, en **Espagne**, en **Irlande**, en **France** et aux **Pays-Bas** (on relève également des augmentations pour DK, EL, I, P et S mais leur impact sur le chiffre global pour UE-15 est moindre) ⁽⁶⁾.

Accroissement modéré du revenu réel des facteurs agricoles

Le **revenu des facteurs** agricoles (c'est-à-dire la valeur ajoutée nette au coût des facteurs), qui constitue la base de l'indicateur A, est obtenu en ajoutant les autres subventions sur la production (moins les autres impôts sur la production) à la valeur ajoutée nette aux prix de base. Pour l'Union européenne dans son ensemble (UE-15), le revenu des facteurs s'est accru de 1,1% en termes réels (lorsqu'il est exprimé en termes nominaux, le revenu des facteurs est de 3,7% supérieur au niveau de 2000). Pour EUR-12, le revenu des facteurs est supérieur de 0,8% aux niveaux précédents lorsqu'il est exprimé en termes réels (+3,4% en termes nominaux). Neuf États membres (B, DK, D, E, I, NL, A, P et UK) enregistrent une progression du revenu réel des facteurs en 2001; les plus fortes augmentations ont été observées au **Danemark** (+9,1%), au **Portugal** (+7,3%) et en **Autriche** (+6,7%). Le taux de baisse le plus fort est mesuré au **Luxembourg** (-3,7%).

Le **volume de la main-d'œuvre agricole totale** continue à baisser régulièrement dans presque tous les États membres, les reculs les plus importants ayant été enregistrés en **Irlande** (-6,7%), en **Suède** (-4,0%) et aux **Pays-Bas** (-3,4%). **L'Italie** est le seul État membre dans lequel la main-d'œuvre a progressé (+1,0%); ce phénomène est important dans la mesure où la part de l'Italie dans la main-d'œuvre agricole totale de l'UE-15 est pratiquement égale à 20%. C'est dans ce contexte particulier que le taux de diminution de l'UE-15 est, en 2001, l'un des plus faibles (-1,6%) comparé aux années précédentes.

L'évolution à la hausse du revenu réel des facteurs agricoles, combinée à une nouvelle baisse du facteur travail agricole, entraîne une progression de 2,7% de

qui en résulte est égale à 3,2% en termes réels.

⁽⁶⁾ C'est le Royaume-Uni qui enregistre, en 2001, la hausse la plus importante en termes absolus. Cette augmentation est due à une modification des régimes d'aide selon lesquels certaines subventions précédemment classées dans la catégorie "subventions sur les produits" (pour les bovins et les ovins) ont dû être reclassées en tant que subventions sur la production. En fait, le niveau de l'ensemble des subventions (subventions sur les produits plus autres subventions sur la production) au Royaume-Uni en 2001 est de 1,9% inférieur au niveau de l'année précédente (en termes réels; subventions nettes: -0,9%).

l'**indicateur A** du revenu agricole de l'UE-15.

Évolution des indicateurs B et C du revenu

La **rémunération réelle des salariés se redresse** (+0,8%), en 2001. Toutefois, les valeurs réelles des **intérêts** et des **loyers payés** chutent de 2,9% et de 0,8% respectivement, de sorte que le revenu net réel d'entreprise agricole (qui équivaut à l'**Indicateur C**) s'accroît, pour UE-15, à un taux plus élevé que le revenu des facteurs agricoles (+1,9% par rapport aux niveaux de 2000).

L'**indicateur B**, qui est l'indice du revenu net réel d'entreprise agricole par unité de travail annuel non salarié, n'est pas calculé pour l'Allemagne pour des raisons méthodologiques ⁽⁷⁾ et, par conséquent, pas non plus pour UE-15. Cependant, pour les autres États membres (c'est-à-dire UE-14), on a observé une augmentation moyenne de 4,2% de cet indicateur, en 2001. Cette progression de l'indicateur est le résultat combiné d'un revenu net réel d'entreprise plus élevé (+1,3% pour UE-14) d'une part, et d'un déclin notable de la main-d'œuvre agricole non salariée (-2,8% pour UE-14), d'autre part.

⁽⁷⁾ En ce qui concerne les exploitations des nouveaux Länder allemands, qui ont le statut de personnes juridique, des traitements et salaires sont versés à tous les salariés, y compris aux propriétaires et aux membres de leur famille. Le facteur travail des propriétaires ou des membres de leur famille n'est donc pas enregistré en tant que travail non salarié. En conséquence, les bénéfices (ou les pertes) de ces exploitations ne sont en aucune façon basés sur le travail non salarié.

➤ CE QU'IL FAUT SAVOIR – NOTES METHODOLOGIQUES

Les résultats présentés dans cette publication se basent sur les données des comptes économiques de l'agriculture (CEA), élaborées et transmises par les quinze États membres de l'Union européenne à la fin de novembre / début de décembre 2001. Elles ont été calculées conformément à la méthodologie révisée des CEA (EAA/EAF 97, Rév. 1.1, voir *Pour en savoir plus*). Cette méthodologie est proche de la méthodologie des comptes nationaux (SEC95) mais elle comprend un certain nombre de modifications afin de tenir compte des caractéristiques spécifiques de l'économie agricole. Les CEA sont un instrument synthétique essentiel permettant d'évaluer et d'analyser l'évolution du revenu agricole (voir encadré). Les estimations publiées ici sont provisoires. En mars 2002, Eurostat publiera un rapport exhaustif « Revenu de l'activité agricole en 2001 (édition 2002) » contenant des données révisées ainsi qu'une analyse détaillée de l'évolution du revenu agricole dans l'ensemble de l'Union européenne et dans chacun des États membres. En outre, dans le rapport sera incluse une étude sur le développement de la productivité agricole dans les États membres de l'UE-15. C'est également l'intention d'EUROSTAT d'inclure, pour la première fois, un chapitre consacré au revenu agricole dans les pays candidats et plus particulièrement sur son développement en 2001.

Notes techniques

1. Les données mesurées en **termes réels** correspondent aux données nominales déflatées par l'indice implicite des prix du produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché.
2. L'agrégat **EUR-12** désigne les douze pays participant à l'euro en 2001 (B, D, EL, E, F, IRL, I, L, NL, A, P, FIN).
3. Les **agrégats** mesurés en termes réels pour **l'ensemble de l'Union européenne** sont obtenus en déflatant d'abord les valeurs nominales (à prix courants) relevées dans les différents États membres, avec l'indice implicite du prix du PIB du pays concerné puis en les convertissant en EURO (aux taux de change de 1995 pour l'analyse à long terme et à ceux de l'année 2000 pour l'évolution à court terme). Les résultats sont alors additionnés de manière à obtenir les valeurs réelles pour l'Union européenne. C'est à partir de ces agrégats en termes réels que les évolutions sont calculées pour l'Union européenne, ce qui signifie qu'un "déflateur communautaire" n'est jamais explicitement utilisé.
4. Afin de tenir compte du travail à temps partiel et du travail saisonnier, la **main d'œuvre agricole** ou ses variations sont mesurées en unités de travail annuel (**UTA**). Une UTA correspond à la prestation, mesurée en temps de travail, d'une personne qui exerce, à plein temps ou pendant toute une année, des activités agricoles dans une unité agricole. Une distinction est faite entre UTA non salariées et UTA salariées qui, additionnées, donnent le nombre total d'UTA.

Qu'est-ce que le revenu agricole?

La mesure du revenu agricole et de ses évolutions constitue l'un des principaux objectifs des comptes de la branche d'activité agricole.

Dans les CEA, les indicateurs de revenu correspondent au revenu généré par les activités agricoles (ainsi que par les activités

secondaires non agricoles non séparables) au cours d'une période comptable donnée même si, dans certains cas, les recettes correspondantes ne seront perçues que plus tard. Il ne s'agit donc pas du revenu effectivement perçu au cours de la période comptable elle-même. De plus, ce ne sont pas des indicateurs du revenu global ou du revenu disponible des ménages agricoles; car en plus de leur revenu purement agricole, ces ménages perçoivent fréquemment des revenus d'autres sources (activités non agricoles, salaires, transferts sociaux, revenus de la propriété). En d'autres termes, **le revenu de la branche d'activité agricole ne doit pas être considéré comme le revenu des ménages agricoles.**

Dans le présent contexte, l'accent est mis sur l'indicateur A du revenu agricole. Son évolution est présentée sous forme d'indices. Sa définition est la suivante :

Indicateur A: Indice du revenu réel des facteurs dans l'agriculture par unité de travail annuel

Cet indicateur correspond à la valeur ajoutée nette réelle (i.e. déflatée) au coût des facteurs de l'agriculture par unité de travail annuel total. La valeur ajoutée nette au coût des facteurs est calculée en déduisant de la valeur de la production agricole aux prix de base la valeur de la consommation intermédiaire, de la consommation de capital fixe, et en ajoutant la valeur des (autres) subventions moins les impôts sur la production.

L'enregistrement des pertes dues à la FA au Royaume-Uni en 2001

Les pertes dues à l'épidémie de fièvre aphteuse (FA) au Royaume-Uni, en 2001, sont considérées comme **exceptionnelles**. Selon les règles de la comptabilité nationale (et des CEA), ces pertes exceptionnelles ne doivent pas être enregistrées de la même façon que les pertes "normales". Contrairement aux pertes normales (qui sont déduites de la production), la valeur des pertes exceptionnelles (jusqu'à la date de la perte) **n'est pas déduite** dans le calcul de la production (comme si il n'y avait pas eu de pertes). En même temps, la compensation versée pour ces pertes exceptionnelles est enregistrée en tant que "autres transferts en capital". La valeur des pertes (exceptionnelles) et la compensation de ces pertes n'entrent donc pas dans le calcul du revenu agricole. Néanmoins, la production ovine enregistre un déclin considérable en termes de volume et ce, en dépit de l'inclusion des pertes exceptionnelles dans la production. Cela est dû au recul important des ventes qui, à son tour, est une autre conséquence de la crise de la FA. Dans le cadre des présentes (premières) estimations du revenu agricole de 2001 il n'y a, hormis le Royaume-Uni, aucun autre État membre ayant enregistré des pertes exceptionnelles.

POUR EN SAVOIR PLUS

Comptes Économiques de l'Agriculture et de la Sylviculture et Statistiques du Volume de la Main-d'Œuvre Agricole sur CD-ROM, 1973-2000, EUROSTAT, Luxembourg, à paraître.

Manuel des Comptes Économiques de l'Agriculture et de la Sylviculture CEA/CES 97 (Rév. 1.1), EUROSTAT, Luxembourg, disponible dans toutes les langues officielles, sur papier et électroniquement (pdf).

Pour en savoir plus:

➤ Les publications de référence

Titre Manuel des comptes économiques de l'agriculture et de la sylviculture CEA/CES 97 (Rév. 1.1)
Numéro de catalogue KS-27-00-782-FR-C Prix EUR 28

➤ Les bases de données

New Cronos, Domaine COSA

Pour toute information ou commande de publications, bases de données et extractions de bases de données à la demande, contactez le réseau **Data Shops**:

BELGIQUE/BELGIË	DANMARK	DEUTSCHLAND	ESPAÑA	FRANCE	ITALIA - Roma
Eurostat Data Shop Bruxelles/Brussel Planistat Belgique Rue du Commerce 124 Handelsstraat 124 B-1000 BRUXELLES / BRUSSEL Tel. (32-2) 234 67 50 Fax (32-2) 234 67 51 E-mail: datashop@planistat.be URL: http://www.datasshop.org/	DANMARKS STATISTIK Bibliotek og Information Eurostat Data Shop Sejroegade 11 DK-2100 KØBENHAVN Ø Tlf. (45) 39 17 30 30 Fax (45) 39 17 30 03 E-mail: hb@dst.dk Internet: http://www.dst.dk/bibliotek	STATISTISCHES BUNDESAMT Eurostat Data Shop Berlin Otto-Braun-Straße 70-72 (Eingang: Karl-Marx-Allee) D-1 0178 BERLIN Tel. (49) 1888 644 94 27/28 Fax (49) 1888 644 94 30 E-Mail: datashop@destatis.de URL: http://www.eu-datasshop.de/	INE Eurostat Data Shop Paseo de la Castellana, 183 Oficina 011 Entrada por Esteban Calderón E-28046 MADRID Tel. (34) 91 583 91 67 Fax (34) 91 579 71 20 E-mail: datashop.eurostat@ine.es URL: http://www.datasshop.org/	INSEE Info Service Eurostat Data Shop 195, rue de Bercy Tour Gamma A F-75582 PARIS CEDEX 12 Tél. (33) 1 53 17 88 44 Fax (33) 1 53 17 88 22 E-mail: datashop@insee.fr	ISTAT Centro di Informazione Statistica Sede di Roma, Eurostat Data Shop Via Cesare Balbo, 11a I-00184 ROMA Tel. (39) 06 46 73 31 02/06 Fax (39) 06 46 73 31 01/07 E-mail: dipdiff@istat.it
ITALIA - Milano	LUXEMBOURG	NEDERLAND	NORGE	PORTUGAL	SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA
ISTAT Ufficio Regionale per la Lombardia Eurostat Data Shop Via Fieno 3 I-20123 MILANO Tel. (39) 02 80 61 32 46/0 Fax (39) 02 80 61 32 304 E-mail: mileuro@tin.it	Eurostat Data Shop Luxembourg BP 453 L-2014 LUXEMBOURG 4, rue Alphonse Weicker L-2721 LUXEMBOURG Tél. (352) 43 35 2251 Fax (352) 43 35 2221 E-mail: dslux@eurostat.datasshop.lu URL: http://www.datasshop.org/	STATISTICS NETHERLANDS Eurostat Data Shop-Voorburg Postbus 4000 2270 JM VOORBURG Nederland Tel. (31-70) 337 49 00 Fax (31-70) 337 59 84 E-mail: datashop@csbcs.nl	Statistics Norway Library and Information Centre Eurostat Data Shop Kongens gate 6 Boks 8131 Dep. N-0033 OSLO Tel. (47) 21 09 46 42/43 Fax (47) 21 09 45 04 E-mail: Datashop@sb.no	Eurostat Data Shop Lisboa INE/Serviço de Difusão Av. António José de Almeida, 2 P-1000-043 LISBOA Tel. (351) 21 842 61 00 Fax (351) 21 842 63 64 E-mail: data.shop@ine.pt	Statistisches Amt des Kantons Zürich, Eurostat Data Shop Bleicherweg 5 CH-8090 Zürich Tel. (41-1) 225 12 12 Fax (41-1) 225 12 99 E-mail: datashop@statistik.zh.ch Internet: http://www.statistik.zh.ch
SUOMI/FINLAND	SVERIGE	UNITED KINGDOM	UNITED KINGDOM	UNITED STATES OF AMERICA	
STATISTICS FINLAND Eurostat Data Shop Helsinki Tilastokijasto PL 2B FIN-00022 Tilastokeskus Työpajakatu 13 B, 2.kerros, Helsinki P. (358-9) 17 34 22 21 F. (358-9) 17 34 22 79 Sähköposti: datashop@stat.fi URL: http://www.tilastokeskus.fi/til/ikk/datasshop/	STATISTICS SWEDEN Information service Eurostat Data Shop Karlavägen 100 - Box 24 300 S-104 51 STOCKHOLM Tfn (46-8) 50 69 48 01 Fax (46-8) 50 69 48 99 E-post: infoservice@scb.se Internet: http://www.scb.se/info/datasshop/peudatasshop.asp	Eurostat Data Shop Enquiries & advice and publications Office for National Statistics Customers & Electronic Services Unit 1 Drummond Gate - B1/05 LONDON SW1V 2QQ United Kingdom Tel. (44-20) 75 33 56 76 Fax (44-1633) 81 27 62 E-mail: eurostat.datasshop@ons.gov.uk	Eurostat Data Shop Electronic Data Extractions, Enquiries & advice - R.CADE 1L Mounjooy Research Centre University of Durham DURHAM DH1 3SW United Kingdom Tel. (44-191) 374 73 50 Fax: (44-191) 384 49 71 E-mail: rcade@dur.ac.uk Internet: http://www.rcade.dur.ac.uk	HAVER ANALYTICS Eurostat Data Shop 60 East 42nd Street Suite 3310 NEW YORK, NY 10165 USA Tel. (1-212) 986 93 00 Fax (1-212) 986 69 81 E-mail: eurodata@haver.com	

Media Support Eurostat (seulement pour journalistes professionnels):

Bâtiment Bech Bureau A3/48 - L-2920 Luxembourg - Tél. (352) 4301 33408 - Fax (352) 4301 32649 - e-mail: eurostat-mediasupport@cec.eu.int

Pour toute information méthodologique:

U. Eidmann, Eurostat/F/1, L-2920 Luxembourg, Tel. (352) 4301 35444, Fax (352) 4301 37317, E-mail: ulrich.eidmann@cec.eu.int
ORIGINAL: Anglais

N'hésitez pas à nous rencontrer sur Internet à l'adresse suivante: www.europa.eu.int/comm/eurostat/ si vous désirez de plus amples informations!

Une liste des bureaux de vente dans le monde est disponible à l'Office des publications officielles des Communautés européennes.

2 rue Mercier - L-2985 Luxembourg
Tél. (352) 2929 421 18 Fax (352) 2929 427 09
Adresse Internet: <http://eur-op.eu.int/fr/general/s-ad.htm>
courrier électronique: info.info@cec.eu.int

BELGIQUE/BELGIË - DANMARK - DEUTSCHLAND - GREECE/ELLADA - ESPAÑA - FRANCE - IRELAND - ITALIA - LUXEMBOURG - NEDERLAND - ÖSTERREICH
PORTUGAL - SUOMI/FINLAND - SVERIGE - UNITED KINGDOM - ISLAND - NORGE - SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA - BALGARIJA - CESHÁ REPUBLIKA - CYPRUS
EESTI - HRVATSKA - MAGYARORSZÁG - MALTA - POLSKA - ROMÂNIA - RUSSIA - SLOVAKIA - SLOVENIA - TÜRKIYE - AUSTRALIA - CANADA - EGYPT - INDIA
ISRAËL - JAPAN - MALAYSIA - PHILIPPINES - SOUTH KOREA - THAILAND - UNITED STATES OF AMERICA

Bon de commande

Je m'abonne à Statistiques en bref pour 1 an (du 1.1.2001 au 31.12.2001):
(adresses des Data Shops et des bureaux de vente voir plus haut)

Formule 1: L'ensemble des 9 thèmes (environ 140 numéros)

Papier: 360 EUR
Langue souhaitée: DE EN FR

Formule 2: Un ou plusieurs des 7 thèmes suivants:

- Thème 1 «Statistiques générales»
 Papier: 42 EUR
- Thème 2 «Économie et finances»
- Thème 3 «Population et conditions sociales»
- Thème 4 «Industrie, commerce et services»
- Thème 5 «Agriculture et pêche»
- Thème 6 «Commerce extérieur»
- Thème 8 «Environnement et énergie»
 Papier: 84 EUR

Langue souhaitée: DE EN FR

Les Statistiques en bref (fichier pdf) peuvent être téléchargés gratuitement du site internet Eurostat. Vous devez simplement vous enregistrer. Pour d'autres formules, veuillez contacter votre Data Shop.

Merci de me faire parvenir un exemplaire gratuit du «mini-guide Eurostat» (sélection de produits et services Eurostat)
Langue souhaitée: DE EN FR

Je souhaite m'abonner gratuitement à «Références statistiques», la note d'information sur les produits et services Eurostat
Langue souhaitée: DE EN FR

M. M^{me} M^{lle}
(SVP écrire en majuscules)

Nom: _____ Prénom: _____

Société: _____ Département: _____

Fonction: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Ville: _____

Pays: _____

Tél.: _____ Fax: _____

E-mail: _____

Paiement à réception de la facture de préférence par:

Virement bancaire
 Visa Eurocard

Carte N°: _____ Expiration le: ____/____/____

Merci de confirmer votre numéro de TVA intra-communautaire:
A défaut, la TVA sera appliquée automatiquement. Aucune note de crédit ne sera établie a posteriori.